

Bien public

- Qui saura expliquer que si l'on arrive à vivre ensemble aujourd'hui, c'est grâce à notre intelligence collective, qui a mis en place des services, que l'on appelle Services publics ? Nous avons voulu, par l'intermédiaire d'instances démocratiques que nous avons élu, qu'il y ait des rues et des routes et des autoroutes, des canaux, des tuyaux d'eau propre et d'eaux usées, des mesures d'hygiène, des hôpitaux, de la solidarité et des écoles. Et c'est pour cela que nous payons des impôts et des taxes et que nous avons laissé ceux que nous avons élu endetter l'Etat aussi profondément.
- Certes l'Administration est pléthorique. Comme tout organisme de grande taille, public ou privé, l'efficacité est loin d'être optimale. Les services sont englués dans des procédures légitimes à leur création, inadaptées lorsque la structure évolue dans ses objectifs, ses fonctions et ses moyens, générant de ce fait de nouvelles procédures dans une complexité croissante.
- En supposant que l'Etat puisse fonctionner avec un million de fonctionnaires en moins, cela ferait un million de demandeurs d'emploi en plus. Sachant qu'un chômeur coûte à l'Etat, c'est à dire à nous, au moins autant qu'un salarié, il n'est pas sûr que notre cadre de vie général en soit amélioré. Il vaut mieux payer quelqu'un à travailler, même pour un travail au moins utile au lien social, que d'entretenir un chômeur et sa cohorte de maux individuels et collectifs.
- A l'inverse, en supposant que les gens les plus qualifiés soient employés aux responsabilités qu'ils sont capables d'assumer, on peut imaginer que l'Administration, avec le même nombre de fonctionnaires, accède à sa hiérarchie de compétences et de respectabilité et, globalement, offre des services de bonne qualité. Par exemple des classes de moins de 20 élèves, avec des programmes humanistes, ou des actions de promotion d'un cadre de vie agréable, de prévention de la santé plutôt que des hôpitaux monstrueux, de prévention de la sécurité plutôt que lugubres prisons surpeuplées, de réduction d'unités administratives à l'échelle du quartier ou du village plutôt qu'administration anonymes et lointaines, d'actions de mises en valeur du patrimoine historique ou campagnard plutôt que monocultures européennes ou agriculteurs en survie... La difficulté de cette mutation est qu'elle est politique. Souhaitons qu'un débat sur ces aspects concrets de notre bien public s'instaure avec sérénité et volonté commune d'aboutir.
- Quand un tramway, au début du XXème siècle, coûtait le prix de trois voitures et que les rails sur lesquelles il roulait s'installaient en quelques jours, le tramway d'aujourd'hui coûte 50 voitures et 30 million d'euros du kilomètre,

sans compter que la ville étant plus grande, la ligne est plus longue. Le stéthoscope ne coûtait rien, quand un simple examen radiologique coûte un jour de salaire au Smig. La justice, qui se rendait au pied d'un chêne est aujourd'hui un lieu des pas perdus, dans la glaise collante des procéduriers. Un portique limitant la hauteur des véhicules à 2,60m en haut de la descente de Laffrey n'est pas une poutre en bois sur deux pieds, mais un système complexe de plusieurs millions d'euros¹.

Une plateforme de retournement éclairée, un système à badge avec barrière (et la gestion associées des badges), complété par un système à analyse de numéro minéralogique, un système d'identification des transports en commun, un système de mesure des charges à l'essieu, une télésupervision, des caméras de vidéosurveillance, plusieurs km de tranchée, et les servitudes associées, autant de dispositifs nécessaires à la sécurité du contrôle d'accès

- Qui saura expliquer ces normes de plus en plus contraignantes et coûteuses à respecter (et à faire respecter). Plus le progrès s'installe, plus le bien public est cher et complexe à offrir.
- Qui saura expliquer que 1500 milliards de dettes nous obligent à trouver chaque année environ 100 milliards d'intérêts, d'impôts que nous aurions pu nous épargner ? Ne parlons pas ici des 100 milliards qu'il faudrait trouver chaque année pour espérer réduire la dette, qu'une saine gestion de l'Etat dans les décennies précédentes nous aurait épargnée. «Qui paie ses dettes s'enrichit» Le proverbe est oublié. Qui oserait augmenter fortement les impôts pendant quelques années pour pouvoir ensuite les diminuer ? Mais les puissances financières veillent au grain, en poussant l'Etat et les collectivités à la dépense, en arguant parfois que les grands travaux donnent de l'emploi. C'est ainsi que l'Etat est en situation de sur-endettement, comme ces ménages qui ne peuvent qu'emprunter. Tout achat est alors augmenté du service vendu par la banque. A qui profite la dette ?
- Qui saura expliquer au citoyen qui veut demander à l'entreprise Etat, dont il est actionnaire, de confier les Services publics à la sous-traitance, qu'une entreprise privée n'a pas pour idéal le service du public, mais a pour objectif de servir des actionnaires privés et donc que le service ne sera pas rendu de la même manière, et lui fera supporter en plus la rémunération des bénéficiaires légitimes de l'entreprise ?
- Qui saura expliquer qu'une hausse des prix modérée, critiquée si vivement par ceux qui ont suffisamment d'argent pour le placer, est la seule façon de réduire à moyen terme les inégalités où ceux qui peinent le plus au travail sont ceux qui sont le moins bien payés ?
- Qui saura expliquer l'auto-destruction de l'Etat lorsqu'il se désengage du prix des loyers et de celui des matières premières, lorsqu'il se désengage de ses autoroutes, de ses chemins de fer, de sa poste, de sa production énergétique, de ses banques et bientôt de sa recherche, de ses hôpitaux et de ses universités ? Viendra l'éradication des abeilles par les pesticides, la contamination des drogues, l'information aux ordres,...

♦ En 2012 tout s'accélère :

- L'éviction de la démocratie au profit de la sphère financière, avec en Europe la ratification du "Pacte budgétaire", véritable fuite en avant au nom de la liberté du commerce
- Le recul des services publics et des droits économiques et sociaux fondamentaux (emploi, revenu, logement, éducation, santé, eau..)
- L'oubli de la crise écologique et de la destruction des écosystèmes,
- La financiarisation de la nature,
- La recherche de boucs émissaires,
- Le déferlement médiatique au service de la pensée néolibérale ...

mais aussi

- L'indignation populaire, les luttes sociales et les aspirations démocratiques partout dans le monde
- La montée de l'exigence d'un audit de la dette publique (www.audit-citoyen.org)
- La lutte européenne contre le nouveau traité européen (Pacte budgétaire) et l'exigence en France d'un référendum (www.france.attac.org/les-marches-ou-les-citoyens-qui-decide),
- Les convergences altermondialistes et écologistes avec Rio + 20, Notre-Dame-des-Landes, les gaz de schistes... (www.france.attac.org/articles/rio-20-un-sommet-ne-pas-manquer)
- ...